

Leur écologie et la nôtre.

Par André Gorz

Visionnaire, le philosophe André Gorz avait prévu, dans ce texte paru en 1974, la récupération de l'écologie par l'industrie, les groupes financiers — en un mot, le capitalisme.

∞

Evoquer l'écologie, c'est comme parler du suffrage universel et du repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change.

La prise en compte des exigences écologiques conserve beaucoup d'adversaires dans le patronat. Mais elle a déjà assez de partisans capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse. Alors mieux vaut, dès à présent, ne pas jouer à cache-cache : *la lutte écologique n'est pas une fin en soi, c'est une étape*. Elle peut créer des difficultés au capitalisme et l'obliger à changer ; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, il cédera finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres.

C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, *par là même*, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ?

Ne répondez surtout pas que cette question est secondaire et que l'important, c'est de ne pas saloper la planète au point qu'elle devienne inhabitable. Car la survie non plus n'est pas une fin en soi : vaut-il la peine de survivre [*comme se le demande Ivan Illich*], dans « *un monde transformé en hôpital planétaire, en école planétaire, en prison planétaire et où la tâche principale des ingénieurs de l'âme sera de fabriquer des hommes adaptés à cette condition* » ? (...)

Il vaut mieux tenter de définir, dès le départ, *pour* quoi on lutte et pas seulement *contre* quoi. Et il vaut mieux essayer de prévoir comment le capitalisme sera affecté et changé par les contraintes écologiques, que de croire que celles-ci provoqueront sa disparition, sans plus.

Mais d'abord, qu'est-ce, en termes économiques, qu'une contrainte écologique ? Prenez par exemple les gigantesques complexes chimiques de la vallée du Rhin, à Ludwigshafen (BASF), à Leverkusen (Bayer) ou Rotterdam (Akzo). Chaque complexe combine les facteurs suivants :

— des ressources naturelles (air, eau, minéraux) qui passaient jusqu'ici pour gratuites parce qu'elles n'avaient pas à être reproduites (remplacées) ;

— des moyens de production (machines, bâtiments), qui sont du capital immobilisé, qui s'usent et dont il faut donc assurer le remplacement (la reproduction), de préférence par des moyens plus puissants et plus efficaces, donnant à la firme un avantage sur ses concurrents ;

— de la force de travail humaine qui, elle aussi, demande à être reproduite (il faut nourrir, soigner, loger, éduquer les travailleurs).

En économie capitaliste, la combinaison de ces facteurs, au sein du processus de production, a pour but dominant le maximum de profit possible (ce qui, pour une firme soucieuse de son avenir, signifie aussi : le maximum de puissance, donc d'investissements, de présence sur le marché mondial). La recherche de ce but retentit profondément sur la *façon* dont les différents facteurs sont combinés et sur l'importance relative qui est donnée à chacun d'eux.

La firme, par exemple, ne se demande jamais comment faire pour que le travail soit le plus plaisant, pour que l'usine ménage au mieux les équilibres naturels et l'espace de vie des gens, pour que ses produits servent les fins que se donnent les communautés humaines. (...)

Mais voici que, dans la vallée du Rhin notamment, l'entassement humain, la pollution de l'air et de l'eau ont atteint un degré tel que l'industrie chimique, pour continuer de croître ou même seulement de fonctionner, se voit obligée de filtrer ses fumées et ses effluents, c'est-à-dire de *reproduire* des conditions et des ressources qui, jusqu'ici, passaient pour « naturelles » et gratuites. Cette nécessité de reproduire l'environnement va avoir des incidences évidentes : il faut investir dans la dépollution, donc accroître la masse des capitaux immobilisés ; il faut ensuite assurer l'amortissement (la reproduction) des installations d'épuration ; et le produit de celles-ci (la propreté relative de l'air et de l'eau) ne peut être vendu avec profit.

Il y a, en somme, augmentation simultanée du poids du capital investi (de la « composition organique »), du coût de reproduction de celui-ci et des coûts de production, sans augmentation correspondante des ventes. Par conséquent, de deux choses l'une : ou bien le taux de profit baisse, ou bien le prix des produits augmente. La firme cherchera évidemment à relever ses prix de vente. Mais elle ne s'en tirera pas aussi facilement : toutes les autres firmes polluantes (cimenteries, métallurgie, sidérurgie, etc.) chercheront, elles aussi, à faire payer leurs produits plus cher par le consommateur final. La prise en compte des exigences écologiques aura finalement cette conséquence : les prix tendront à augmenter plus vite que les salaires réels, le pouvoir d'achat populaire sera donc comprimé et tout se passera comme si le coût de la dépollution était prélevé sur les ressources dont disposent les gens pour acheter des marchandises.

La production de celles-ci tendra donc à stagner ou à baisser ; les tendances à la récession ou à la crise s'en trouveront aggravées. Et ce recul de la croissance et de la production qui, dans un autre système, aurait pu être un bien (moins de voitures, moins de bruit, plus d'air, des journées de travail plus courtes, etc.), aura des effets entièrement négatifs : les productions polluantes deviendront des biens de luxe, inaccessibles à la masse, sans cesser d'être à la portée des privilégiés ; les inégalités se creuseront ; les pauvres deviendront relativement plus pauvres et les riches plus riches.

La prise en compte des coûts écologiques aura, en somme, les mêmes effets sociaux et économiques que la crise pétrolière. Et le capitalisme, loin de succomber à la crise, la gèrera comme il l'a toujours fait : des groupes financiers bien placés profiteront des difficultés de groupes rivaux pour les absorber à bas prix et étendre leur mainmise sur l'économie. Le pouvoir central renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes « optimales » de dépollution et de production, édicteront des réglementations, étendront les domaines de « vie programmée » et le champ d'activité des appareils de répression. (...)

Direz-vous que rien de tout cela n'est inévitable ? Sans doute. Mais c'est bien ainsi que les choses risquent de se passer si le capitalisme est contraint de prendre en compte les coûts écologiques *sans qu'une attaque politique*, lancée à tous les niveaux, lui arrache la maîtrise des opérations et lui oppose un tout autre projet de société et de civilisation. Car les partisans de la croissance ont raison sur un point au moins : *dans le cadre* de l'actuelle société et de l'actuel modèle de consommation, fondés sur l'inégalité, le privilège et la recherche du profit, la non-croissance ou la croissance négative peuvent seulement signifier stagnation, chômage, accroissement de l'écart qui sépare riches et pauvres. Dans le cadre de l'actuel mode de production,

il n'est pas possible de limiter ou de bloquer la croissance tout en répartissant plus équitablement les biens disponibles.

Tant qu'on raisonnera dans les limites de cette civilisation inégalitaire, la croissance apparaîtra à la masse des gens comme la promesse — pourtant entièrement illusoire — qu'ils cesseront un jour d'être « sous-privilegiés », et la non-croissance comme leur condamnation à la médiocrité sans espoir. Aussi n'est-ce pas tant à la croissance qu'il faut s'attaquer qu'à la mystification qu'elle entretient, à la dynamique des besoins croissants et toujours frustrés sur laquelle elle repose, à la compétition qu'elle organise en incitant les individus à vouloir, chacun, se hisser « au-dessus » des autres. La devise de cette société pourrait être : *Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as « mieux » que les autres.*

Or c'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance : *Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres.*

André Gorz est décédé en septembre 2007. Ce texte, paru en avril 1974 dans le mensuel écologiste Le Sauvage, a été publié en 1975 aux éditions Galilée, sous le nom de Michel Bosquet, en introduction du recueil Ecologie et politique.

∞

Leur écologie et la nôtre, quarante ans après.

Par Razmig Keucheyan

Il y a quarante ans, en 1974, André Gorz publiait dans la revue *Le Sauvage* un texte fameux, intitulé « Leur écologie et la nôtre ». *Le Monde diplomatique* a réédité en avril 2010 des extraits de ce texte. Et on comprend pourquoi : la préscience de Gorz, sa capacité à anticiper l'évolution des rapports entre le capitalisme et la nature, est tout simplement stupéfiante. Gorz décrit dès 1974 le monde qui est en passe de devenir le nôtre. Voici ce qu'il dit : « La prise en compte des exigences écologiques (...) a déjà assez de partisans capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse. [La lutte écologique] peut créer des difficultés pour le capitalisme et l'obliger à changer ; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, le capitalisme cédera

finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres. »

L'argument de Gorz est simple : le capitalisme est un système résilient. Il peut rencontrer des difficultés du fait de la crise écologique, mais il s'adaptera finalement à cette crise, comme il s'est adapté à toutes celles qu'il a rencontrées sur son chemin. Pourquoi Gorz dit-il cela ? Si le capitalisme a pu exister depuis trois siècles, c'est parce qu'il a bénéficié d'une nature gratuite, une nature qu'il n'était pas nécessaire de « reproduire ». Cette nature gratuite, le capitalisme l'a utilisée à la fois comme *input* et comme *output*. La nature a constitué une source d'*inputs* gratuits pour le capitalisme, car ce système ne cesse depuis qu'il existe de capter des ressources naturelles « brutes » pour les transformer en marchandises. Mais la nature a aussi constitué un *output* pour le capitalisme, une « poubelle globale » où déverser les déchets de l'accumulation du capital, ce que les économistes néolibéraux appellent pudiquement les « externalités négatives ».

Or, avec la crise environnementale, la nature n'exerce plus cette double fonction d'*input* et *output* gratuits. La dialectique du capitalisme et de la nature entre en crise. Certaines ressources naturelles cruciales pour la vie des sociétés modernes (eau, énergies fossiles, air non pollué, etc.) viennent à manquer, alors que l'entretien ou le nettoyage de l'environnement coûte de plus en plus cher. Par exemple, le coût des pollutions pour les systèmes de santé ne cesse de croître, pesant à la baisse sur le taux de profit. La conclusion qu'en tirent certains est sans appel : le capitalisme n'en a plus pour longtemps, précisément parce qu'il a un besoin impératif de cette nature gratuite. Sans elle, l'accumulation du capital perd son substrat matériel.

Gorz n'est pas d'accord avec ce raisonnement, pourtant très courant à gauche. Il pense que le capitalisme saura intégrer la contrainte environnementale. Avec la crise écologique, la nature doit désormais être « reproduite », tout comme la force de travail. « Reproduite » signifie que des volumes de capitaux croissants vont devoir être investis pour dépolluer, ou pour protéger les populations – ou certaines franges privilégiées de la population – des catastrophes naturelles.

Le projet d'aménagement « écologique » de l'East River à New York, dénommé *East Side Coastal Resiliency Project*, en est une illustration. Ce projet, qui coûtera un demi-milliard de dollars, est la première étape de l'adaptation de New-York au changement climatique, à des catastrophes naturelles de plus en plus nombreuses et intenses. Il a été mis en chantier après les dévastations induites dans la ville par l'ouragan Sandy en octobre 2012. Il est mené par le cabinet d'architectes danois vedette BIG – l'architecture « écologique » est un *business* florissant –, et concerne la protection des parties les plus riches de Manhattan.

Les capitaux mobilisés pour la « reproduction » de la nature auront deux effets possibles sur le système : ou bien le taux de profit baissera, car cette reproduction sera peu rentable ; ou alors le prix des marchandises ainsi produites augmentera, de sorte que le profit soit maintenu, ou même qu'il s'accroisse. Cette deuxième éventualité est la plus probable, dit Gorz. L'impératif de reproduction de la nature induira une hausse générale des prix, les marchandises ou infrastructures « propres » deviendront inaccessibles pour la population, mais elles seront accessibles pour les mieux lotis. Le pouvoir d'achat des plus modestes sera comprimé, et les inégalités augmenteront, du fait donc de la crise environnementale. Gorz en conclut ceci : « *La prise en compte des coûts écologiques aura, en somme, les mêmes effets sociaux et économiques que la crise pétrolière. Et le capitalisme, loin de succomber à la crise, la gèrera comme il l'a toujours fait : des groupes financiers bien placés profiteront des difficultés de groupes rivaux pour les absorber à bas prix et étendre leur mainmise sur l'économie. Le pouvoir central renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes « optimales » de dépollution et de production, édicteront des réglementations, étendront les domaines de la « vie programmée » et le champ d'activité des appareils de répression.* »

Ce que Gorz ne pouvait qu'imaginer, extrapoler, nous le voyons prendre forme sous nos yeux. Nous assistons à l'heure actuelle à l'adaptation du capitalisme à la crise environnementale. Cette adaptation est de deux ordres. Le premier réflexe du capitalisme en situation de crise est toujours de marchandiser, en l'occurrence de marchandiser la nature. Cette marchandisation s'opère aujourd'hui par exemple par la création de produits financiers « branchés » sur la nature, sur les catastrophes naturelles ou la biodiversité. Les marchés carbonés, les dérivés climatiques, les obligations catastrophes, ou encore les banques d'actifs biodiversité, comptent parmi ces produits financiers [1].

Mais le capitalisme ne se contente pas de marchandiser la nature, il est plus malin que cela. Contrairement à ce que la gauche imagine souvent, les capitalistes sont tout à fait capables de penser à long terme, en particulier lorsque leurs profits sont en jeu. Plus exactement, dans les situations de crise comme aujourd'hui, les rationalités capitalistes de court et de long terme entrent en conflit, ce dont témoignent les hésitations actuelles des classes dominantes par rapport à la crise climatique.

C'est ce que démontre le cas de BlackRock, le plus important gestionnaire d'actifs financiers au monde, qui gère autour de 5 billions d'euros de capitaux. BlackRock a publié en septembre dernier un rapport, intitulé *Adapting portfolios to climate change* [2], dans lequel il est dit que les investisseurs doivent désormais intégrer dans leurs stratégies d'investissement le respect de l'environnement par les entreprises

dans lesquelles ils investissent : émissions de gaz à effet de serre, dommages à la biodiversité, consommation d'eau, etc. BlackRock le dit noir sur blanc : il ne faut désormais investir que dans des entreprises qui se posent sérieusement la question du changement climatique et de ses effets sur leur rentabilité.

Ces fonds d'investissement ne se sont bien sûr pas soudain convertis à l'écologie. L'argument de BlackRock est qu'après la COP21, la pression de l'opinion publique et des gouvernements va s'accroître sur les entreprises, et la régulation environnementale se faire plus stricte. Ceci implique que les entreprises qui ne prennent pas au sérieux cette dimension vont se trouver en difficulté, et seront donc moins profitables pour les investisseurs. Le terme anglais consacré chez les financiers est *stranded assets*, qui désigne des actifs financiers dont la valeur diminuera à mesure que la régulation environnementale se fera plus astreignante. Le rapport de BlackRock va jusqu'à considérer comme inéluctable la réduction à l'avenir des subventions étatiques pour les industries fossiles.

Mais ce tournant écologique inattendu de BlackRock est rapidement entré en contradiction avec la nécessité de réaliser des profits ici et maintenant. La presse financière rapporte que quelques mois avant la parution de ce rapport, BlackRock a fait échouer le vote d'une résolution « écologique » pendant l'assemblée annuelle des actionnaires d'ExxonMobil [3]. ExxonMobil est une *major* du pétrole, c'est la deuxième capitalisation boursière au monde, juste derrière Apple. Son chiffre d'affaires s'élève au niveau du PIB de l'Autriche. BlackRock et un autre gestionnaire d'actifs appelé Vanguard, sont les deux plus gros actionnaires d'Exxon ; ils en possèdent ensemble 11% du capital.

Un groupe d'actionnaires « éthique », qui détient des actions d'Exxon, a soumis au début de l'année à l'assemblée des actionnaires une résolution demandant à Exxon d'explicitier sa stratégie après la COP21. Comment le conseil d'administration d'Exxon envisage-t-il les effets de l'accord de Paris sur ses investissements futurs en matière d'énergies fossiles ? N'est-il pas temps de réorienter ces investissements vers les énergies renouvelables ? Les représentants de BlackRock à cette assemblée ont voté contre cette résolution. Ils ont voté contre non pas qu'Exxon renonce aux énergies fossiles, mais simplement que sa direction explique devant ses actionnaires les conséquences de l'accord de Paris sur sa stratégie d'investissement future. En somme, BlackRock a fait exactement le contraire de ce que préconise son propre rapport.

Comment expliquer cette schizophrénie des capitalistes, dont on pourrait donner de nombreux exemples ? D'un côté, on publie un document affirmant que les paramètres environnementaux doivent entrer en considération dans les stratégies

d'investissement ; de l'autre, on s'oppose à une résolution « minimaliste » invitant la direction d'une *major* du pétrole à réfléchir à l'après COP21. Bien sûr, on peut toujours dire que les dirigeants de BlackRock sont des hypocrites, ou qu'ils font ce qu'on appelle du *greenwashing* : ils disent à l'opinion ce qu'elle veut entendre en matière environnementale, mais à côté c'est *business as usual*. Il y a peut-être une part de ça, mais on aurait tort de sous-estimer le fait que les capitalistes se posent réellement des questions concernant l'attitude à adopter dans le contexte de la crise climatique.

Ce qui se passe ici, c'est trois choses. D'abord, les logiques du court et du long terme sont entrées en conflit. Le capital financier a une tendance congénitale au court-termisme, à chercher un profit immédiat. Les institutions qui permettraient de discipliner ce court-termisme en matière environnementale n'ont pas encore été inventées, et donc le court terme l'a emporté. Mais, par le passé, pour se sortir d'autres crises – celle des années 1930 par exemple – le capitalisme a parfaitement su se discipliner, ou être discipliné par l'Etat. Il n'y a pas de raison de penser qu'il en sera incapable cette fois-ci. Mais, pour cela, des institutions nouvelles sont nécessaires.

En deuxième lieu, le rapport de BlackRock a valeur de signal envoyé aux entreprises. « La contrainte environnementale va se faire plus pressante après la COP21. Si vous voulez que nous investissions dans votre entreprise à l'avenir, réfléchissez à ses effets sur votre rentabilité, et prenez les mesures qui s'imposent. Sinon, on ne vous confiera pas notre argent », est le message envoyé par BlackRock.

Enfin, ces fonds investissent parallèlement dans des secteurs de l'économie qui souffrent des effets du changement climatique. Si un fonds d'investissement possède des actions d'un assureur, disons Allianz ou Axa, il voit la courbe des dédommagements versés aux assurés monter en flèche depuis plusieurs décennies, du fait de la multiplication des catastrophes naturelles. Il a donc un intérêt objectif à ce qu'il y ait moins de catastrophes naturelles, et donc à freiner les émissions de gaz à effet de serre des entreprises dans lesquelles il investit par ailleurs.

Revenons à Gorz. Lorsque le capitalisme intégrera la contrainte environnementale, dit Gorz, il le fera dans son propre intérêt, et non dans l'intérêt des populations. Il y a « leur » écologie, celle des capitalistes, et il y a « la nôtre », celle des populations. Mais qu'est-ce qui distingue leur écologie de la nôtre ? La réponse de Gorz est très stimulante, elle esquisse un programme de travail politique qu'il nous faudrait élaborer collectivement. Selon lui, la devise de la société capitaliste est celle-ci : *Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as « mieux » que les autres.* A cette devise capitaliste il faut en opposer une autre, une devise

écologiste : « *Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne.* »

Ce qui distingue selon Gorz « leur écologie de la nôtre », c'est la conception des besoins humains qui les sous-tendent. Dans la société capitaliste, le choix de ce dont un individu a besoin pour vivre une « vie bonne » est du ressort de l'individu lui-même, c'est-à-dire en dernière instance du marché, car la volonté individuelle ne peut souvent pas grand chose face à la puissance de persuasion du marché. Or la logique du marché est celle de la distinction : je ne suis respectable que si j'ai « mieux » que les autres. Bien sûr, cette distinction est fallacieuse, puisque le marché promet la même « différence » à des millions d'individus, ce qui tend *in fine* à tout homogénéiser, à faire de nos vies des « vies programmées », comme le dit Gorz.

Pour soustraire nos besoins à la logique du marché, pour rompre avec nos subjectivités consuméristes, il faut lui opposer une force de puissance équivalente. Cette force ne peut être que la délibération collective, la démocratie, une démocratie radicale. A des besoins artificiellement créés par le marché, il faut opposer des besoins collectivement discutés et maîtrisés : « Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous ». A partir de là, il s'agit – et c'est le plus difficile – de se mettre d'accord sur ce qui est « bon pour tous », ce qui est bon pour tous n'apparaissant que dans la délibération collective.

La question que Gorz n'aborde pas, et qui devrait nous occuper dans les années à venir est la suivante : dans quels types de collectifs, dans quels « conseils citoyens », les besoins « bons pour tous », y compris pour l'environnement, pourraient-ils être mis en discussion ? Il faudrait s'inspirer ici des « groupes de parole » féministes des années 1970. Dans ces groupes, on discutait des aspects les plus intimes de la vie, en les mettant en lien avec la politique. Ces groupes permettaient aux femmes de sortir de l'isolement, de discuter de l'oppression dont elles étaient victimes, et aussi de prendre conscience de leur force lorsqu'elles s'organisent.

S'accorder sur des besoins « authentiques », qui échappent à la fausse distinction promise par le marché, et qui soient écologiquement durables, pourrait prendre place dans des collectifs du même type. Tout en combattant le consumérisme dont nous sommes tous victimes à des degrés divers, ces collectifs pourraient aussi se prononcer sur le type et les quantités de marchandises produites, comme les conseils ouvriers autrefois. C'est peut-être là l'une des voies futures de la radicalisation de la démocratie, et aussi du dépassement du capitalisme.